

TRIBUNE POUR LES DROITS DES PERSONNES TRANSGENRES.

Rassemblement le 25 mai 2025 à 15h devant le palais de justice à Perpignan (Place Arago)

Une semaine après la journée mondiale contre les LGBT-phobies, nous devons à nouveau nous mobiliser encore pour défendre nos droits, et en particulier ceux des personnes transgenres.

C'est une mobilisation nationale, tout ce week-end, dans toutes les grandes villes de France, pour faire face aux projets de lois transphobes portées par la droite et l'extrême droite.

La loi n°435, qui doit être examinée par le Sénat le 28 mai, vise notamment à empêcher tout parcours de transition des mineur.e.s, en systématisant une psychiatrisation ciblée sur les enfants transgenres, rétablissant de fait le principe d'une thérapie de conversion et en criminalisant les médecins qui accompagneraient les mineur.e.s dans leur transition.

Cette loi a été déposée par les sénateurs Les Républicains, avec le soutien d'activistes transphobes bien connu.e.s et avec le soutien de l'extrême droite française, sous couvert de protéger les mineur.e.s, et en s'appuyant sur une pseudo étude scientifique qui a été démontée depuis par tous les acteurs médicaux et associatifs un peu sérieux.

Cette loi a reçu **un avis défavorable de la Défenseure des droits**¹ qui relève que :

- Les parcours de transition sont d'une grande diversité, propres à chacun et chacune, et relèvent de la vie privée des personnes ;
- **La loi n°435 est de nature à porter atteinte au droit à la santé des mineurs trans ainsi qu'aux droits et à l'intérêt supérieur de l'enfant ;**
- Le droit actuel est déjà tout à fait pertinent pour accompagner les personnes transgenres.

Ce projet de loi est une vraie régression, alors que la transidentité a été retirée des maladies mentales par l'OMS en 2018 et a été dépsychiatrisée en France en 2020, et tandis que les thérapies de conversions ont été interdites en France en 2022.

C'est surtout une vaste et ignoble manipulation.

En effet, comme dans d'autres pays aux régimes autoritaires, des partis de droite et d'extrême droite essayent d'instrumentaliser la question trans pour la placer au cœur des préoccupations de campagnes électorales et d'en faire un marqueur politique, par conviction, par calcul, par paresse intellectuelle ou par démagogie. Les députés du RN ont ainsi déposé une loi similaire au Parlement (projet de loi 2504).

Toujours dans leur logique de trouver un « bouc-émissaire », ils créent une panique morale de toutes pièces avec une pseudo « menace wokiste », afin d'éviter les autres sujets dont ils ont la responsabilité. Ils alimentent ainsi une parole transphobe, devenue banale et décomplexée, portée notamment sur les réseaux sociaux par des personnes malveillantes et haineuses.

Ne nous trompons pas. **La soit-disant « protection des enfants » est en fait une grossière et vulgaire manipulation politique.** C'est surtout une cruelle assignation à une normalité binaire, déterministe, réactionnaire et patriarcale.

Si nos politiques veulent vraiment protéger les enfants, ils seraient bien plus avisés de s'occuper en priorité des violences subies par ces derniers, que ce soit au sein de la cellule familiale, à l'école ou sur les réseaux sociaux.

Oui, protégeons les mineurs, en donnant plus de moyens aux services sociaux, à l'hôpital, à l'école, à la Police et à la Gendarmerie, ... mais pas en s'attaquant aux enfants transgenres.

¹ <https://www.defenseurdesdroits.fr/avis-sur-la-proposition-de-loi-visant-encadrer-les-pratiques-medicales-mises-en-oeuvre-dans-la>

Rappelons-nous :

- Que les parcours de transitions sont des expériences personnelles et intimes, toutes différentes, sans nécessairement une transformation physique ;
- Que la transidentité a toujours existé, à toutes les époques et dans toutes civilisations, même si elle a été profondément occultée ou réprimée dans les civilisations judéo-chrétiennes ;
- Que la transidentité n'est donc pas un phénomène de mode, qu'on n'est pas influencé sur les réseaux sociaux, toutes les études le prouvent ;
- Que si la transidentité est devenue plus visible, grâce aux lois qui protègent désormais les personnes transgenres, il ne s'agit en aucun cas d'un phénomène de masse qui mettrait en péril la civilisation ou l'espèce humaine, comme nous l'entendons dans les fantasmes les plus fous de l'extrême droite ;
- Qu'il s'agit avant tout de personnes qui veulent juste vivre en paix, être respectées et avoir les mêmes droits que les autres, au-delà de leur identité de genre ;
- Que les seules chirurgies irréversibles pratiquées sur des enfants, et que nous combattons, sont celles imposées aux enfants intersexes afin de les faire rentrer de force dans une nomenclature binaire, sans leur consentement.

Rappelons-nous en revanche que les personnes transgenres sont parmi les plus harcelées et persécutées, alors qu'elles ne représentent que 0,3 % de la population :

- 80 % ont déjà subi des violences dans l'espace public ;
- 60 % des jeunes trans ont un état dépressif majeur du fait du rejet de leur affirmation de genre et nombre font des tentatives de suicide ;
- 45% ont subi continuellement des comportements hostiles, des railleries, brimades jusqu'au harcèlement ;
- 20% des jeunes trans sont exclus du domicile parental du fait de leur transition de genre.

Dans le monde des personnes trans sont attaquées, humiliées, battues, subissent des tortures ou sont assassinées dans des conditions abominables. **La transphobie tue en France et dans le monde.**

La transphobie tue, mais, au-delà de la haine des personnes pour lesquelles toute différence est une abomination, c'est surtout l'ignorance, le manque de compétences ou l'indifférence qui alimentent à la fois les maladresses et les fantasmes les plus délirants.

C'est pourquoi nous appelons aujourd'hui :

- A un accompagnement des transitions bienveillant et sécurisé, en particulier pour l'accès aux soins et aux procédures d'état civil ;
- A l'égalité des droits sexuels et reproductifs, comme tout autre citoyen.ne ;
- Au respect de l'identité de genre à l'école et la nécessaire mise en place de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle tout au long de la scolarité, comme cela est recommandé par la Défenseure des droits ;
- A une vraie politique de formation aux questions Trans au profit des acteurs sanitaires et sociaux, ainsi que des agents de la Police et de la Gendarmerie et plus généralement de tous les agents des services administratifs de notre pays ;
- A la reconnaissance légale des personnes non-binaires ;
- A la protection légale des mineur.e.s intersexué.e.s pour en finir avec les interventions chirurgicales non consenties ;
- A une mobilisation générale de nos élu.e.s contre les projets de lois transphobes, qui visent à interdire toute transition médicale aux personnes trans mineures en France ;
- A la condamnation ferme et unanime de toute forme de thérapie de conversion concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ;
- A une vraie stratégie nationale pour la santé mentale de toutes les mineur.e.s en France ;
- A l'ouverture d'un débat éthique national pour la protection des droits des personnes Trans.

Pour soutenir notre action, nous vous invitons à signer la pétition que vous pouvez retrouver en suivant le lien ou en flashant le QR code suivant :

<https://www.change.org/p/pour-le-rejet-des-propositions-de-loi-anti-trans-au-parlement-fran%C3%A7ais>

